

Chapitre 10

LES RÉSEAUX D'ÉCHANGES ET LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

1. Décrivez les différents stades de développement en fonction des soldes de la balance des paiements.

Vous pourrez vous aider de l'analyse de Cairncross, mais vous en montrerez aussi les limites.

La balance des paiements (BP) est l'instrument privilégié pour analyser les performances d'un pays sur les marchés internationaux, elle permet de mesurer sa place dans l'économie mondiale. Elle peut être définie de façon générale comme un tableau des opérations intervenues entre un pays et l'étranger au cours d'une année.

Cependant, la balance des paiements ne s'analyse pas seulement d'un point de vue comptable. Elle doit être resituée en fonction du développement et de la transformation des économies. On trouve à l'origine de cette analyse, les travaux déjà anciens de Boggs & Rist en 1933 et surtout de A. Cairncross en 1953. L'idée sous-jacente est qu'il existerait une relation facilement identifiable entre les phases successives du développement d'un pays et la structure de sa balance des paiements et on pourrait, en conséquence, distinguer à partir de celle-ci quatre situations possibles :

1. pays nouvellement emprunteur;
2. pays emprunteur évolué;
3. pays nouvellement prêteur;
4. pays prêteur évolué (mûr).

1. Pays nouvellement emprunteur

Ce pays au moment de son décollage initial posséderait :

- une balance commerciale déficitaire : les importations sont supérieures aux exportations ;
- une balance des revenus de capitaux négative : intérêts de la dette à payer;
- et une balance des capitaux positive : le financement externe supplée les insuffisances de l'épargne domestique.

Ce cas correspond à un pays neuf qui s'ouvre à l'échange (ex : les Etats-Unis d'avant 1914), ou de nos jours, à bon nombre de pays en développement classés « moins avancés » comme le Viêt-Nam ou de niveau « intermédiaire ».

2. Pays emprunteur évolué

C'est en quelque sorte le stade II du processus de croissance-développement : le pays commence à «décoller».

- La balance commerciale devient positive : on commence à être exportateur net ;
- la balance des revenus de capitaux reste négative (balance courante) : on doit assurer le service de la dette accumulée antérieurement et actuellement;
- l'épargne intérieure devient plus abondante;
- la balance des capitaux est positive : une entrée nette de capitaux demeure cependant nécessaire, notamment pour faire face au service de la dette constituée antérieurement et élargir l'accumulation du capital.

On voit se mettre en place un cercle vicieux entre la dette et le service de la dette. Pour se développer, on fait appel aux capitaux étrangers dont le remboursement fait lui même appel aux capitaux étrangers. La Chine semble se trouver, aujourd'hui, dans cette position.

Schématisation des relations balances externe interne et mouvements de capitaux

	Balance Commerciale (X – M) (1)	Balance des rémunérations (intérêts reçus – intérêts versés)	Balance Courante (1) + (2)	Balance des capitaux (entrées – sorties)	Balance interne (épargne interne – investissement domestique)
Pays nouvellement emprunteur	–	–	–	+	–
Pays emprunteur évolué	+	–	–	+	+
Pays nouvellement prêteur	+	±	+	–	+
Pays prêteur évolué	–	+	+	–	–

3. Pays nouvellement prêteur

- il a une balance commerciale positive : les exportations sont dès lors supérieures aux importations ;
- la balance des revenus de capitaux est d'abord négative car on doit assurer le service des intérêts de la dette accumulés antérieurement, puis, bientôt, positive ; la balance des capitaux reste négative : on prête dans la mesure où, non seulement on a l'épargne domestique supérieure à l'investissement domestique sur le plan interne mais aussi parce qu'on commence à avoir un solde courant positif.

Cette situation était celle des États-Unis après 1914 et de la France entre 1880 à 1913.

4. Prêteur évolué

Un nouveau stade de développement a été franchi. Ce qui veut dire que les besoins de base sont satisfaits, et que l'économie s'oriente vers des secteurs de haute technologie ou vers les services.

- la balance commerciale devient déficitaire, mais celle des services (fret et négoce) excédentaire ;
- la balance des revenus de capitaux est fortement positive : le pays reçoit les revenus des capitaux exportés au cours des périodes antérieures ;
- la balance des capitaux fortement négative et la balance des transactions courantes positive : le pays finance l'extérieur par son surplus d'épargne. Il est alors susceptible de jouer un rôle de « bouclage » du circuit international des paiements.

Ce cas est illustré par la Grande Bretagne d'avant 1914 qui supporte à cette époque une balance commerciale et une balance des capitaux négatives financées toutes deux par les « invisibles » (négoce international, les services, autres biens et services et les transferts unilatéraux). Ce fut aussi la situation des États Unis dans les années cinquante soixante.

Il est clair que cette typologie des balances des paiements pour intéressante qu'elle soit ne correspond pas à tous les pays, notamment le cas des États-Unis d'aujourd'hui n'y est pas représenté. Cela pose un double problème :

- celui de l'évolution linéaire du processus de développement dans le temps (passage d'un stade à un autre de façon précise) ;
- et celui de l'achèvement du cycle : qu'en est-il lorsque le cycle est terminé ? Recommence-t-il ?

Doit-on alors parler d'un nouveau stade ? Comment se peut-il que contre toute attente les déficits de la balance commerciale et de la balance des paiements n'aient pas engendré un effritement de la monnaie ? Pourquoi ce pays peut-il vivre dans une situation d'endettement quasi permanente ? Certains ont commencé à avancer l'idée que les États-Unis étaient devenus un simple pays de consommateurs, avec cependant la maîtrise de trois variables déterminantes :

- la *recherche*, c'est encore aux États-Unis que l'on produit et l'on enregistre le plus grand nombre de brevets ;
- la *production d'une monnaie internationale*. En effet, la dette publique énorme a comme contrepartie l'émission de bons du Trésor qui sont placés massivement à l'étranger. Ces placements en dollars permettent de financer indirectement le déficit de la balance des paiements ;
- le *secteur financier américain est très actif* sur les marchés internationaux, son rôle clé

permet une fois encore de produire et de distribuer des dollars à travers le monde. Tant que le dollar ne s'effondre pas, ce système d'endettement peut subsister.

En ce qui concerne les pays en développement, généralement, leur balance des paiements reflète bien leur situation de pays nouvellement emprunteurs. Cependant il faut noter que le passage au second stade de développement tel qu'il est décrit dans le cycle pose un problème puisque pour la plupart des pays en développement, la situation est bloquée dans la mesure où l'endettement externe ne parvient pas à être relayé par l'épargne domestique.

Les NPI quant à eux sont pour bon nombre encore dans une situation d'emprunteur évolué (Mexique et Brésil). La Corée du Sud et Taiwan, anciens NPI, sont jusqu'au milieu des années 90, notamment pour la Corée, de nouveaux prêteurs.

Pour les pays plus avancés, la situation s'avère plus complexe. Le Japon en particulier, ne peut pas être considéré comme un prêteur évolué puisque son excédent commercial est tel qu'il ne rentre plus dans le cycle classique de la balance des paiements décrit ci-dessus. Au demeurant, notant qu'effectivement, le Japon possède une balance des capitaux fortement négative : premier créancier net du monde avec en 1990 plus de 500 milliards de dollars de stocks d'excès de créances. En outre, le Japon assume une fonction croissante dans la transformation financière internationale puisqu'il emprunte des capitaux courts à l'étranger et prête des capitaux longs.

Les États-Unis, ne peuvent plus être considérés comme des prêteurs mûrs : en effet, s'ils enregistrent bien un déficit commercial et courant élevé, ils ont eu aussi depuis 1976 une balance des revenus des capitaux négative et, à partir de 1983, une balance des capitaux devenue elle-même positive (plus d'entrées que de sorties de capitaux). Les États-Unis n'alimentent donc plus en net le circuit financier mondial et ne correspondent plus à la quatrième catégorie de pays. Faut-il ainsi considérer qu'ils ont accompli un cycle complet et s'engagent dans la phase I d'un nouveau cycle ? Nous serions ainsi dans l'obligation de les classer au même niveau que le Bangladesh, par exemple...

2. L'évolution récente de l'économie mondiale tend-elle selon vous à démontrer l'assertion selon laquelle « les échanges tirent la croissance » ?

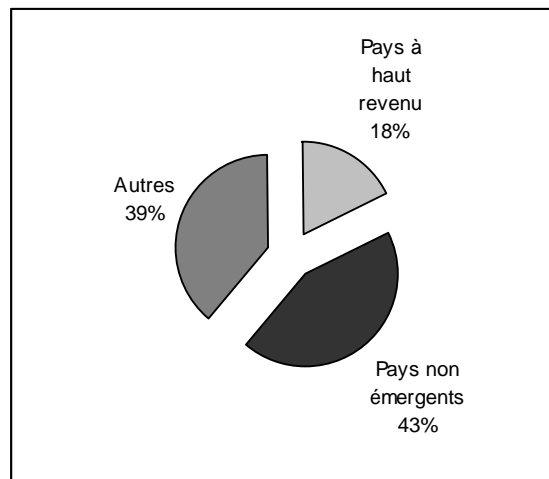
Pour répondre à cette question, vous vous appuyerez sur une analyse empirique.

Selon la théorie des avantages comparatifs ricardiens, la libéralisation des échanges commerciaux, financiers et humains (accumulation du capital humain) est nécessaire si l'on veut réussir son développement économique et si on désire obtenir une croissance à long terme suffisante. Mais dans les faits, la vérification de ce postulat n'est pas toujours aisée ni assurée. Le creusement des inégalités entre le Nord et le Sud provient :

- d'une part, de la croissance du PIB qui est moins rapide que celle des pays développés ou des pays émergents ;
- et d'autre part, que la croissance de la population est tellement forte qu'elle empêche toute amélioration du PIB par tête.

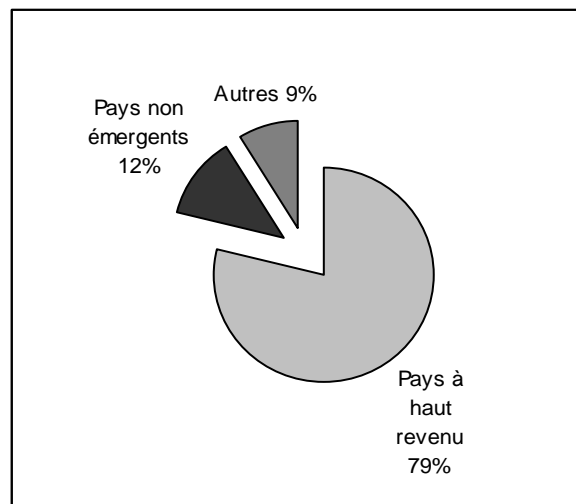
En outre, une analyse plus détaillée des évolutions des taux de croissance des PIB et des taux d'ouverture permet de relativiser l'impact positif de la mondialisation sur le niveau des richesses et des processus de développement. Que ce soit au niveau mondial ou au cas par cas, nous observons, entre 1970 et 2001, une corrélation négative entre l'ouverture et le rythme de croissance. Sur une longue période, il semble que l'ouverture économique freine quelque peu la croissance mondiale. Ceci se vérifie pour les pays à fort revenu comme pour les pays non émergents. En termes de développement, il faut être vigilant quant aux politiques mises en œuvre. En effet, si le commerce peut avoir un effet stimulant sur le processus de croissance, il faut le maîtriser pour éviter de laisser un pays dans une « trappe à pauvreté ».

Répartition de la population mondiale en 1970



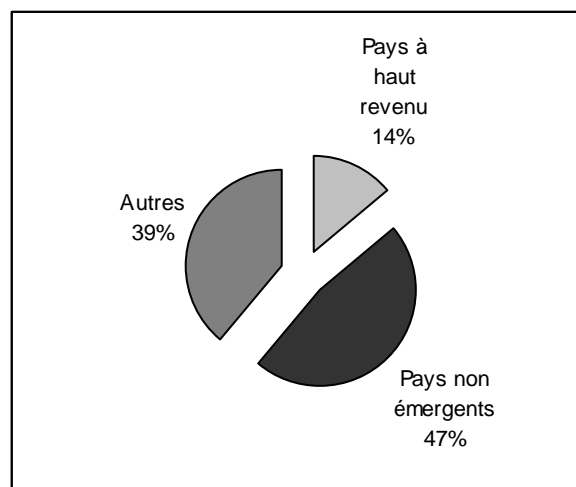
Source : Base CHELEM

Répartition de la richesse mondiale en 1970



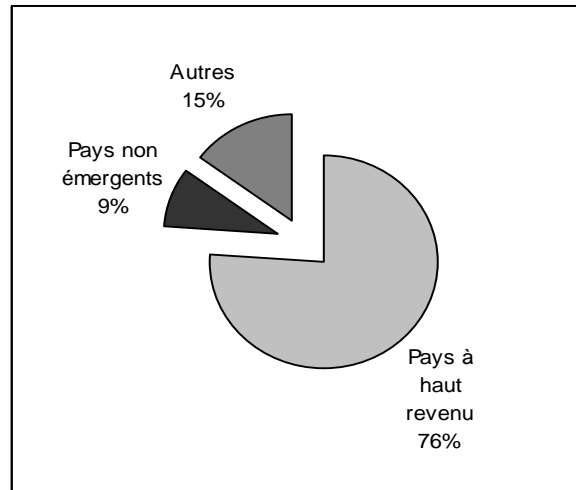
Source : Base CHELEM

Répartition de la population mondiale en 2003



Source : Base CHELEM

Répartition de la richesse mondiale en 2003



Source : Base CHELEM

La littérature économique récente apporte des éclaircissements sur les divers fondements conceptuels des stratégies de développement. E. Helpman pose clairement le problème :

« Nous avons besoin d'une théorie capable de traiter des questions fondamentales, telles que : est-ce la croissance qui stimule les échanges ou existe-t-il un lien inverse entre échanges et croissance ? De nombreux auteurs ont souligné le rôle du libre-échange pour promouvoir la croissance. Néanmoins, on peut aussi soutenir que l'action gouvernementale en matière de politique commerciale a été le moteur de la croissance rapide du Japon et de certains nouveaux pays industrialisés. La théorie actuelle ne permet pas de traiter de manière satisfaisante ces vues divergentes.

[...] Le développement extrêmement rapide des exportations dans certains des nouveaux pays industrialisés donne l'impression que le commerce international joue un rôle important dans le processus. On peut néanmoins soutenir que l'évolution conjointe de la production et des exportations provient des sources internes qui génèrent la croissance de la production, laquelle stimule l'expansion des exportations... La croissance est la cause du développement des échanges et non l'inverse »¹

Cette problématique se retrouve dans l'étude de l'OCDE [1993] qui met l'accent sur l'importance de la dynamique interne de la demande comme facteur de développement économique et de croissance à long terme. Les théories de la croissance endogène, qui intègrent la notion de rendements d'échelle croissants et insistent sur le rôle central des connaissances, de l'accumulation du capital humain et des innovations montrent qu'un processus complexe d'industrialisation et de croissance dynamique est à la base de l'expansion rapide des exportations de biens manufacturés. L'internalisation du savoir stimule la croissance dynamique de l'économie nationale, laquelle engendre un excédent d'offre à l'exportation.

Ce mécanisme ne peut se mettre en place et fonctionner que si se développe un tissu industriel national large et varié. Lorsqu'on envisage le lien entre croissance et échanges, la notion de compétitivité internationale a un sens en dehors d'une spécialisation trop poussée, ceci permet de comprendre qu'une logique de développement national par densification des structures productives est profitable sur une longue période. Le processus de développement économique de la plupart des pays d'Asie de l'Est est fondé sur ce mécanisme complexe où diversification industrielle et politique de promotion des exportations vont de pair. Trop souvent, on a tendance à limiter le processus de développement asiatique à l'exploitation et à la captation des marchés extérieurs, ce qui est insuffisant. Tout en exportant massivement dans le but d'accumuler des excédents commerciaux importants et d'obtenir une place de leader sur le marché international, des pays comme le Japon, la Corée du Sud, Taiwan, la Chine et d'autres ont pratiqué simultanément une politique de relative fermeture aux importations et de substitution qui leur ont permis de diversifier leur tissu industriel en se protégeant de la concurrence extérieure.

¹ Helpman E. [1988], « Growth Technological Progress and Trade », *NBER Reprint*, n°1145, p.6 & p.15-16.

3. Détaillez les différentes formes d'intégration régionale.

La montée du régionalisme constitue aujourd'hui avec l'intégration de l'économie mondiale l'un des traits marquants des relations économiques internationales. Ce phénomène est général à l'échelle de la planète, puisqu'il touche directement ou indirectement l'ensemble des continents. Dans les faits, il se traduit par la création de zones économiquement intégrées comme l'Union Européenne ou plus simplement trouve son origine dans des accords de libre-échange tels que l'ALENA ou encore l'ASEAN.

Les divers niveaux formels d'intégration économique peuvent être rapidement regroupés² :

- la *zone de libre échange* dans laquelle les droits de douanes et les restriction commerciales sont abolis entre les pays membres, c'est le niveau minima d'intégration où chaque pays conserve cependant la possibilité de fixer des droits de douanes et des quotas en fonction de ses intérêts propres vis-à-vis de pays non membres de la zone de libre échange;
- l'*Union Douanière* constitue un stade supérieur d'intégration économique c'est une zone de libre échange, dans laquelle les pays adhérents doivent se concerter pour élaborer une politique douanière commune vis à vis des pays non membres;
- le *Marché Commun* intéresse non seulement les mouvements commerciaux mais aussi la libéralisation des échanges des autres facteurs de production, le travail et le capital;
- l'*Union Économique* est représentée par l'harmonisation des politiques économiques nationales dans le cadre d'un *Marché Commun*. Le but étant de définir des règles communes pour l'ensemble des entreprises et des agents économiques concernés. C'est le stade où se trouve aujourd'hui l'Union Européenne;
- l'*Intégration Économique Totale* constitue le stade le plus élevé de l'intégration. C'est une structure supranationale qui nécessite en plus de l'Union Economique une harmonisation des politiques monétaire, sociale, fiscale et conjoncturelle dont la mise en œuvre est le fait d'une commission à laquelle participe chaque pays membre. C'est ce à quoi aspire l'Union Européenne en visant à très long terme une harmonisation des législations et une utilisation généralisée de l'euro par tous les pays membres.

Il reste un dernier type d'intégration dit « spontané » pour lequel il n'existe pas forcément d'accords formels de libre échange. Le cas de l'Asie de l'Est répond à cette réalité. Malgré l'absence d'une forme institutionnalisée d'intégration, les échanges intra-régionaux ont augmenté rapidement surtout à la fin des années quatre-vingt et représentent en 1995 plus de 50 % du commerce total de la région contre 35 % en 1985 et 31 % en 1970. De même, les investissements intra-régionaux représentent près de 60 % en 1995 de l'ensemble des IDE, le Japon en étant la principale source. L'interdépendance croissante des pays asiatiques considérés a été le résultat d'un mécanisme de transfert technologique et industriel en cascade connu sous le nom de modèle de « vol des oies sauvages ». Il se caractérise par une diffusion technologique rapide et par un déplacement progressif de la production de certaines entreprises japonaises vers les nouveaux pays industrialisés asiatiques (NPI), comme la Corée du Sud et Taiwan, puis dans un second temps vers les pays les moins développés de l'ASEAN et la Chine. Ces pays semblent former un « bloc », tant leur autonomie par rapport au reste du monde est grande sur le plan économique.

4. Quelles sont les raisons fondamentales qui expliquent l'émergence des unions douanières ?

L'étude et la justification des unions douanières reposent principalement sur l'analyse de Jacob Viner, *The Customs Union Issue*, ouvrage paru en 1950. La théorie des unions douanières est sans doute l'une des théories, qui, met le plus en avant l'importance de la notion de nation. La méthodologie qui lui est généralement associée part d'un monde initial protectionniste remettant en cause l'état naturel de libre-échange. Partir d'un environnement économique protégé, c'est reconnaître l'existence de territoires délimités par des frontières naturelles ou non, qui constituent des entités distinctes portées par leur culture et leur histoire. Le libre-échange généralisé suppose au préalable l'anéantissement des

² Balassa B. [1963], *The Theory of Economic Integration*, Greenwood Press et OCDE [1995], *Intégration régionale et Système commercial multilatéral, Synergie et divergence*.

frontières, de l'identité nationale et de l'attachement culturel ; le protectionnisme, la reconnaissance de la diversité territoriale et l'union douanière, une combinaison des deux. L'union douanière n'est pas forcément à court terme une abolition totale et définitive des tarifs douaniers entre les pays qui la composent. Certains auteurs comme Meade³ en 1955 et Johnson [1960]⁴ nous rappellent l'inefficacité de la suppression totale et définitive d'un tarif entre deux pays comparativement à une situation d'une baisse graduelle. L'idée est que les structures productives des deux pays ont besoin de temps pour s'adapter. Il apparaît que la diminution, par étapes, des droits de douane entre deux nations membres d'une union douanière est plus créatrice de flux d'échanges que l'enlèvement spontané des barrières douanières qui pourrait détruire des pans entiers de l'industrie locale. Ainsi, l'amélioration du bien-être ne peut être maximale qu'en évoluant graduellement vers une situation de libre échange intra-communautaire.

L'évolution de la théorie des unions douanières se déroule en deux étapes :

1. la première part de l'oeuvre de Jacob Viner, en 1950, et va jusqu'au début des années soixante avec l'accélération des écrits sur la théorie du développement. L'union douanière est vue comme un phénomène transitoire menant à plus ou moins longue échéance vers le libre-échange. Il est question de l'impact de la mise en place d'une union douanière dans un monde initialement protégé sur le bien-être des pays la constituant. Mais personne ne se pose alors la question de la légitimité de l'union douanière;
2. la seconde part fait justement référence au problème de l'existence même de l'union douanière. Cette interrogation nécessite sa redéfinition. Il faut cesser de voir ce phénomène économique, systématiquement, comme une étape transitoire vers le libre-échange mais plutôt comme pouvant être aussi une politique commerciale stratégique de protection. Ce sont les travaux de Cooper & Massel [1965]⁵ qui alimentent cette nouvelle ligne de réflexion et qui constituent véritablement un bouleversement analytique et méthodologique. Il devient nécessaire de développer une nouvelle théorie qui prendrait en compte des variables et des phénomènes jusque-là laissés de côté, tels que les économies d'échelle, ou les termes de l'échange, pour permettre de répondre à la question de la légitimité de l'union douanière. La théorie traditionnelle utilisée s'avère ainsi trop restrictive.

Cette nouvelle approche modifie la vision que l'on a des politiques économiques et permet d'envisager des formes alternatives de stratégies commerciales au libre-échange. Elle met également l'accent sur la nécessité de distinguer les dimensions temporelles, à savoir que la perte de bien-être à court terme relative à une politique de protection peut s'avérer à long terme engendrer des gains de croissance égaux, voire même supérieurs, à ceux que nous aurions pu obtenir dans un cadre de libre-échange. Tout ceci est d'autant plus vrai que nous acceptons les conclusions de A. Young en 1957⁶ selon lesquelles le coût de protection représente une part relativement faible du PIB. Ce dernier point est capital, si en effet le coût de protection représente une faible part du revenu national et si les théoriciens du protectionnisme ont raison en affirmant que la politique de protection augmente la croissance économique, alors il faudra peu de temps pour que cette hausse du taux de croissance à long terme surcompense les faibles pertes à court terme relatives au coût de la protection. Cela veut dire qu'il est possible d'augmenter le taux de croissance à long terme dans des proportions identiques à celles obtenues en situation de libre-échange sans forcément sacrifier le tissu industriel et l'emploi. Nous sommes au cœur de l'analyse de Johnson [1960] selon laquelle il existe des cas où le libre-échange et la libre concurrence ne sont pas des politiques optimales et une politique tarifaire s'avère par conséquent plus appropriée en termes de bien-être. Le tarif douanier apparaît ainsi comme un puissant instrument de politique économique permettant le développement et l'accélération de la croissance.

5. Comment s'apprécie l'efficacité des unions douanières ?

³ *The Theory of Customs Unions*, Garland Publishing, Inc., New York & London.

⁴ « The cost of protection and scientific tariff », *Journal of Political Economy*, vol. 68, n°4, p.327-345, August.

⁵ « A new look at customs union theory », *The Economic Journal*, vol. LXXV, n°300, p.742-747, December.

⁶ *Canadian Commercial Policy*, Royal Commission on Canada's Economic Prospects.

Vous prendrez bien soin de définir les niveaux nationaux et mondiaux, et ensuite vous utiliserez un modèle en précisant quelles sont les variables qui doivent servir à la démonstration.

La problématique posée par Viner est de savoir si la suppression des barrières tarifaires entre deux partenaires commerciaux conduit à une utilisation mondiale plus efficace des ressources. L'allocation des ressources devient ainsi le critère qui permettra d'évaluer l'impact de l'union douanière sur le bien-être à l'échelle de la population mondiale.

Reste à savoir ce qui permettra d'affirmer que l'allocation des ressources est plus ou moins efficace. À cet effet, Viner utilise deux concepts : celui de création d'échanges et celui de détournement ou diversion d'échanges, liés à des changements de localisation de production consécutifs à la mise en place de l'union douanière.

Le premier fait référence à un changement de production du pays domestique vers le pays partenaire membre lui aussi de l'union : dans ce cas, la baisse du tarif douanier permet au pays domestique de se spécialiser dans la production de biens pour lesquels il admet un avantage comparatif, et ainsi de laisser au pays partenaire le soin de produire les biens pour lesquels il n'est pas compétitif. Il y a une meilleure allocation des ressources productives puisque tous les biens sont ainsi produits à un coût plus faible.

Le deuxième concept, au contraire du premier, fait référence à un changement de localisation de la production du pays non membre de l'union, pourtant le moins coûteux, vers un pays membre de l'union, moins compétitif. Dans ce cadre, les biens dont la production subit cette modification ne seront plus fabriqués à coût plus faible et par là même l'allocation des ressources mondiales sera moins efficace.

Pour résumer

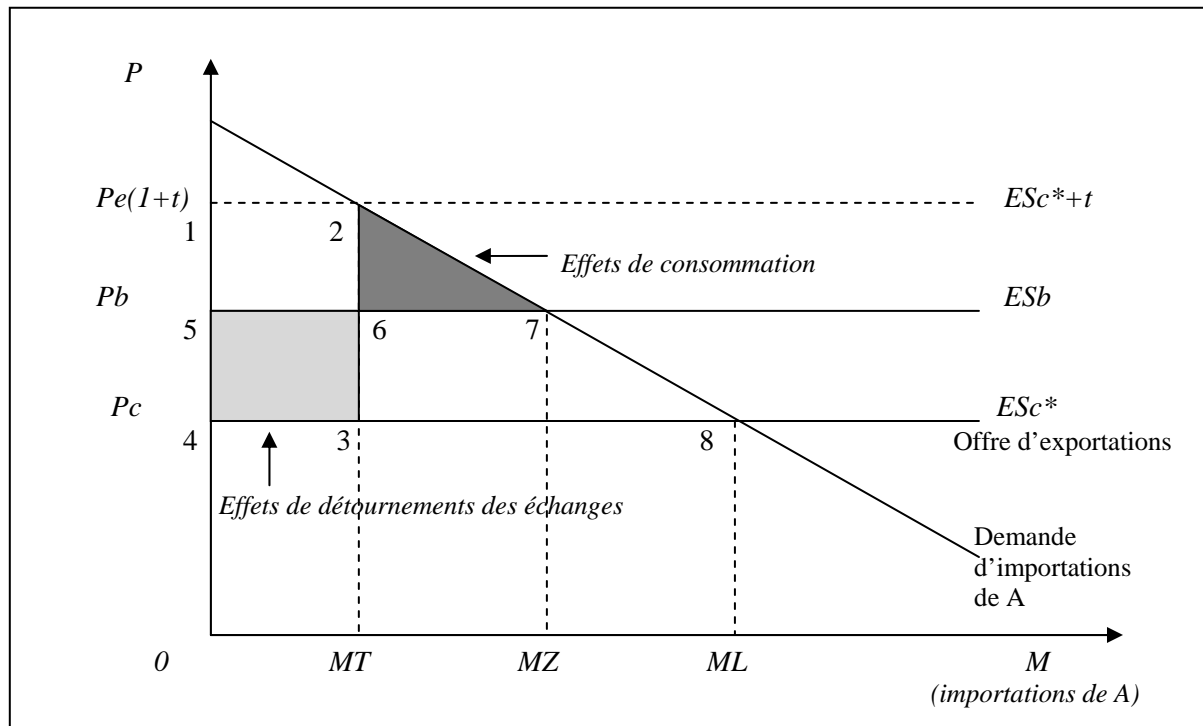
- Si une union douanière engendre des détournements d'échanges, alors elle détériorera le bien être ;
- et si au contraire, elle conduit à des créations d'échanges, elle améliorera le bien-être.

Il est important de souligner que dans cette analyse, l'union douanière engendre soit des détournements d'échanges, soit des créations d'échanges mais jamais les deux en même temps. C'est pourquoi l'impact d'une union douanière sur le bien-être est simple et rapide à appréhender. De surcroît, rappelons que de ne pas prendre en compte les effets liés à la consommation simplifie le raisonnement.

Pourtant cette approche théorique n'est pas satisfaisante, car dans la réalité, une union douanière permet à la fois des détournements d'échanges et des créations d'échanges, en raison de la complexité des systèmes de production. C'est d'autant plus vrai que les pays qui forment l'union douanière sont très développés. Il est clair que la combinaison des deux conduit à des effets sur le bien-être plus ambigus que ceux précédemment trouvés dans le cadre de détournement ou de création d'échanges. Supposons trois pays : A, B et C, le pays ayant le prix d'exportations le plus bas et deux biens : 1 et 2. A produit le bien 2 et importe le bien 1 pouvant être fourni par les pays B et C. Les pays A et B désirent à terme former une union douanière excluant ainsi le pays C.

Dans le cadre de coûts constants, supposons que A taxe au départ de façon uniforme toutes ses importations qu'elles viennent de B ou C, au taux t . Dans ce cadre d'analyse, A importera tout du pays C puisqu'il propose le bien 1 pour le prix le plus bas. Dès lors si A et B forment une union douanière, les importations de biens 1 issues du pays B ne sont plus taxées et le prix de vente de ces biens par le pays B devient ainsi inférieur à celui proposé par le pays C. Nous avons alors «une mort subite » des importations de C vers A et toutes les importations de A proviennent dès lors de B.

Les effets d'une union douanière avec coûts constants



L'effet net de la zone de libre échange pour A est ambigu même si le niveau d'importations augmente ($0MZ > 0MT$). En ce qui concerne B et C, du fait des coûts constants, ils ne perdent ni ne gagnent. Cela signifie que les effets de bien-être de l'union douanière dans son ensemble et sur le reste du monde vont dans le même sens que ses effets sur A.

Deux effets contraires se mettent en place :

- Détérioration relative des termes de l'échange du pays A : ce pays paie plus cher ses importations que s'il avait commercé directement avec le pays C sans taxe : effet négatif.
- Disparition de la distorsion entre prix domestiques et prix à l'importation puisque A ne taxe plus ses importations en provenance de B : effet positif.

Pour mieux comprendre ce qui se passe, regardons les surfaces découpées sur le graphique 94 :

1234 = les recettes tarifaires du pays A disparaissent après l'union douanière. Une partie de cette perte de recettes est récupérée par les consommateurs de A (1256) qui paient des prix inférieurs pour les biens importés. La partie restante (5643) est une perte irrécupérable pour A et pour le monde dans son ensemble. En même temps, le pays A enregistre un gain (mesuré par la surface 267) qui est dû à une contraction de la production intérieure et à une expansion de la consommation. L'effet total de l'union douanière sur le bien-être résulte de la comparaison des détournements d'échanges et des gains issus de l'effet de consommation. Dans ce cas, la notion de création d'échanges ne correspond plus au concept vinérien de base qui concernait la production puisque ici elle concerne la consommation.

Généralement,

- plus les tarifs douaniers de départ entre les pays participant à une union douanière seront élevés et plus l'effet de création d'échanges sera évidemment fort; plus les tarifs vis à vis du reste du monde sont faibles, plus les effets de détournements seront faibles ;
- plus l'union douanière aura de membres et plus la création d'échanges sera forte comparativement aux détournements ;
- si une union douanière diminue son tarif extérieur au minimum afin de maintenir ses échanges avec l'extérieur au même niveau qu'avant l'union, alors les effets de détournements n'existent plus ;
- si une union douanière engendre des rendements d'échelle, cette dernière sera profitable si son tarif douanier extérieur permet de protéger ses membres des biens concurrents du reste du monde.